



GROUPE DE TRAVAIL
SUR LE **JOURNALISME**
ET L'AVENIR DE
L'INFORMATION
AU **QUÉBEC**

Compte rendu de la première rencontre tenue le 5 mars 2010 à Québec

THÈME 3 – Info locale, régionale et communautaire : les sources et les médias

L'objectif de cette première rencontre était de partager des éléments de constat sur la situation de l'information locale et régionale au Québec. Voici un bref résumé de l'essentiel des discussions. Parmi les constats généraux, soulignons **le rôle essentiel** reconnu par toutes et tous de l'information régionale tant au plan démocratique qu'en matière de développement économique, social et politique des communautés. Ainsi, si les enjeux de **la distribution** et de **l'accès à l'information** sont au cœur de la réflexion sur l'information régionale, ceux de **la production de l'information** et des **conditions de pratique du journalisme** en région sont tout aussi importants. Deux thèmes principaux ont émergé des discussions : l'information locale et régionale et l'information municipale. Enfin, plusieurs ont insisté sur l'importance de l'éducation aux médias.

L'information locale et régionale

D'entrée de jeu, si certains participants ont parlé de « crise » de l'information locale et régionale, d'autres ont préféré parler de « mutation », tant dans la gouvernance des villes, dans les entreprises de presse que dans le métier même du journalisme. Une mutation de laquelle il faut tenir compte au moment de réfléchir sur l'état et l'avenir de l'information locale et régionale. Ces changements s'inscrivent dans un contexte de concentration de la presse et de dégradation — selon certains — des conditions professionnelles du journalisme, mais aussi dans une prise de conscience et un engagement citoyen sur les enjeux de l'information.

Sur le plan des contenus de l'information locale et régionale, on a mentionné l'existence de « grands canyons » de l'information entre les régions et la métropole, tout comme au sein d'une même région. Des participants ont souligné l'existence de « trous noirs » de l'information, notamment dans les régions à proximité de Montréal. Des sujets de prime abord décrits comme « régionaux » ont un impact considérable sur l'actualité nationale, mais ne sont pas diffusés nationalement pour différentes raisons. Certains ont parlé de cassure. Trop souvent, les régions sont absentes des médias nationaux, sauf dans le cas de faits divers spectaculaires ou de fermetures d'usine. Ainsi, le besoin d'une **information interrégionale** a été largement souligné : « *Il faut que la Gaspésie parle au Saguenay ou encore que les Laurentides expliquent ce qui se passe chez eux à la Côte-Nord* ». La question ne se résumerait donc pas seulement à une « montréalisation » de l'information, mais aussi à un manque flagrant d'information

interrégionale. À ce sujet, plusieurs ont indiqué que Télé-Québec pourrait jouer un rôle plus important, mais qu'il faudrait alors que cette télévision publique dispose de nouvelles ressources pour le faire. Soulignons, que ce nouveau rôle ne supposerait pas nécessairement la constitution de salles de presse, mais que d'autres avenues (notamment par le biais du site Web) sont à explorer. À ce sujet, le Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information étudiera les conditions d'accès aux nouveaux médias dans ses travaux du thème 4.

Les participantes et participants se sont dits inquiets des effets d'une **perte de la diversité** des sources d'information dans les différentes régions du Québec. Ils sont d'avis que la **concurrence** entre plusieurs médias représente un moyen important pour assurer la qualité de l'information. Cette concurrence stimule tant les journalistes que les entreprises de presse dans leur travail quotidien tout en assurant aux citoyens une information diversifiée. Dans certains cas, les médias communautaires (radios, télévisions et médias écrits) ont indiqué qu'ils cherchent à pallier cette perte de diversité, mais ils manquent de moyens pour assurer une couverture journalistique des enjeux, même si les associations nationales de médias offrent un soutien à la formation. Par ailleurs, tous les médias communautaires ne font pas ce choix en faveur d'une « professionnalisation » des journalistes dans leur organisation.

Plusieurs ont souligné que les médias nationaux — qui disposent de moyens pour bien refléter la diversité des sujets, des enjeux et des sources d'information dans les régions — cherchent à bien couvrir les réalités régionales, mais que le défi réside dans la capacité concrète d'intégrer les différents sujets, notamment en assurant des liens plus directs entre les journaux et stations régionales au sein d'une même entreprise de presse. Une certaine autonomie des médias régionaux par rapport aux médias nationaux dans une même entreprise et leur capacité d'être présents dans les communautés permettent un **meilleur ancrage** et, donc, une information plus pertinente pour les citoyennes et les citoyens. De plus, ces échanges entre les régions et le national permettent de voir et d'entendre de nouvelles sources (des experts, des citoyens ou des organisations) moins connues du grand public, car souvent situées en région. Aussi, des participants ont souligné que ce qui se passe en télévision en région est très encourageant, notamment grâce à la concurrence et au redéploiement de la télévision de Radio-Canada dans certaines régions du Québec.

Par contre, selon plusieurs, le moral des troupes (les journalistes) est au plus bas. Les journalistes en région sont foncièrement attachés à leur communauté, mais les conditions de pratique sont difficiles, notamment à cause de compressions dans les équipes (photographes, correcteurs et rédaction en chef). Des participants sont d'avis que peu d'entreprises de presse s'intéressent réellement à l'information : « quand on lance un nouveau journal, on s'attaque d'abord à un marché publicitaire ». On a rappelé que le contenu des hebdomadaires régionaux compte de 70 % à 75 % de publicité, ce qui laisse moins d'espace pour l'information. Soulignons dans l'étude menée par la FPJQ (2008)¹, les répondants ont estimé que les sujets moins bien traités dans les médias régionaux sont :

- Les problèmes sociaux régionaux
- La couverture de la situation économique de la région
- Les personnalités de la région

¹ *Portrait de la couverture régionale et du métier d'artisan de l'information*, FPJQ, 2008

Pour les participantes et les participants, cette situation a des impacts importants non seulement sur la démocratie, mais aussi sur l'économie et le dynamisme des régions.

Une recherche sera menée avant la prochaine rencontre de la table de discussion sur l'information locale, régionale et communautaire. Elle dressera un portrait des différentes sources de financement publiques actuelles pour la production d'information locale et régionale.

L'information municipale

Les **difficiles conditions** d'accès à l'information municipale sont un enjeu sur lequel tous les participants se sont entendus. Les problèmes sont d'ordres divers : fermetures de salle du conseil aux médias, boycottage de journalistes ou pressions indues par le biais du retrait de financement publicitaire ou d'autres sources de financement municipal aux médias. Ce qui peut dans certains cas mener à une information édulcorée qui passe sous silence les décisions et les actions des élus. De plus, la **précarité** des journalistes et la **proximité** avec les pouvoirs locaux peuvent constituer des dangers à la pratique quotidienne du journalisme consacré à l'information municipale.

Ici encore, les changements intervenus au cours des dernières années dans le milieu municipal ont été évoqués. Les participantes et participants estiment que des corrections sont nécessaires et urgentes dans certaines façons de faire. Des organisations souhaitent travailler à faire mieux connaître aux élus le rôle et les responsabilités de la presse et des journalistes. Aussi, des changements légaux ou réglementaires pourraient être envisagés pour assurer une meilleure transparence de la gestion municipale. Plusieurs avenues sont à explorer en cette matière.

À ce propos, nous avons convenu de mener deux recherches avant la prochaine rencontre de la table de discussion sur l'information locale, régionale et communautaire :

1. Une étude sur les règles d'accès à l'information municipale (conseils municipaux, comités exécutifs et comités de travail des structures municipales, paramunicipales et les commissions scolaires) dans d'autres provinces canadiennes;
2. Une étude sur les mécanismes de distribution des avis publics dans les journaux locaux et régionaux.

La prochaine rencontre de la table sur l'information locale, régionale et communautaire se tiendra à la fin de mai 2010.